

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE
Mickaël GOUVARY
Erwan LE BOEUF
Géraldine LE BRETON
David LE LIBOUX
François-Xavier LE PAIH
Gilles LE SQUER

Experts-Comptables
Commissaires aux comptes

Association OGEC DU COLLEGE

LE SACRE CŒUR Vannes

13, rue Amiral Defforges

56000 VANNES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 août 2024

www.ouestconseils.bzh 

OUEST CONSEILS VANNES 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex
Tél. 02 97 26 73 00 - Email : contactvannes@ouestconseils.fr

Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aux membres de l'Association OGEC DU COLLEGE LE SACRE CŒUR Vannes,

▪ **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC DU COLLEGE LE SACRE CŒUR Vannes relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

▪ **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A VANNES, le 16 janvier 2025

CABINET COLIN HENRIO
Commissaire aux Comptes
Mickaël GOUVARY



BILAN

ACTIF (En Euros)		Valeurs au 31/08/24			Valeurs au 31/08/23
		Val. Brutes	Amort. & Prov.	Val. Nettes	
Actif immobilisé	Frais d'établissement				
	Concessions, Brevets, droits simil.	24 467	24 467		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations incorporelles	24 467	24 467		
	Terrains et aménagements				
	Constructions sur sol propre				
	Constructions sur sol d'autrui	5 507 169	3 420 473	2 086 696	1 678 019
	Installations techniques, mat et outillage	1 312 712	1 135 143	177 569	111 547
	Autres immobilisations corporelles	1 092 154	787 053	305 101	268 439
	Immobilisations corporelles en cours	1 218 803		1 218 803	572 450
	Avances et acomptes	44 234		44 234	53 212
	Immobilisations Corporelles	9 175 071	5 342 668	3 832 403	2 683 667
	Participations	96 500		96 500	96 500
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	321		321	321
	Immobilisations financières	96 821		96 821	96 821
	Comptes de liaison permanents				
	Comptes de liaison (produits)				
	Comptes de liaison				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		9 296 360	5 367 136	3 929 224	2 780 488
Actif circulant	Stocks et en-cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes	22 228		22 228	562
	Usagers (familles, élèves)	13 746		13 746	22 629
	Usagers douteux, litigieux	30 009	30 009		
	Fournisseurs débiteurs				
	Personnels et organismes sociaux	2 605		2 605	9 444
	Etat et autres Collectivités publiques	49 193		49 193	129 385
	Autres créances	146 285		146 285	33 554
	Créances	241 838	30 009	211 829	195 012
	Valeurs mobilières de placement	250 311	516	249 795	248 722
	Valeurs mobilières de placement	250 311	516	249 795	248 722
	Banques, Etablissements financiers et assimilés	1 752 071		1 752 071	2 015 047
	Caisses	232		232	271
	Régies d'avances et accreditifs				
	Virements internes				
	Disponibilités	1 752 303		1 752 303	2 015 318
	Charges constatées d'avance	121 659		121 659	101 368
	Charges constatées d'avance	121 659		121 659	101 368
TOTAL ACTIF CIRCULANT		2 388 339	30 524	2 357 814	2 560 982
TOTAL ACTIF GENERAL		11 684 698	5 397 660	6 287 038	5 341 470

BILAN					
PASSIF (En euros)		Valeurs au 31/08/24		Valeurs au 31/08/23	
		Val. Brutes	Amort. & Prov.		Val. Nettes
Fonds propres	Valeur du patrimoine intégré	2 271 416		2 271 416	2 271 416
	Fonds statutaires				
	Apports sans droit de reprise				
	Legs et donations avec contrepartie à l'actif				
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'invest.affect.biens renouvelables				
	FONDS PROPRES STATUTAIRES ET COMPLEMENTAIRES	2 271 416		2 271 416	2 271 416
	Réserves statutaires				
	Réserves d'investissements	977 290		977 290	977 290
	Réserves de trésorerie	486 602		486 602	486 602
	Autres réserves				
	RESERVES	1 463 892		1 463 892	1 463 892
	REPORT A NOUVEAU	-224 566		-224 566	-278 216
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	280 218		280 218	53 650
	TOTAL DES FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	3 790 960		3 790 960	3 510 742
Provisions	Apports avec droit de reprise				
	Legs et donations assortis d'une obligation				
	Subventions d'invest.affect.biens renouvelables				
	TOTAL DES FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE				
	Taxe apprentissage	4 571	4 571		
	Subventions d'investissements	828 363	268 054	560 309	554 503
	TOTAL DES SUBVENTIONS AMORTISSABLES	832 934	272 625	560 309	554 503
	TOTAL FONDS PROPRES	4 623 894	272 625	4 351 269	4 065 245
	Provisions pour risques				
	Provisions pour pensions et obligations simil.	75 774		75 774	73 340
FONDS DEDIES	Provisions pour gros entretien				
	Provisions pour charges				
	TOTAL PROVISIONS	75 774		75 774	73 340
LIAISON	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
	Fonds dédiés sur legs et donations affectés				
TOTAL FONDS DÉDIÉS ①					
Dettes	Comptes de liaison permanents				
	Comptes de liaison (charges)				
TOTAL COMPTES DE LIAISON					
Dettes	Emprunts et dettes auprès des étab.de crédit ②	1 274 529		1 274 529	849 105
	Avances et acomptes reçus des usagers	33 396		33 396	30 851
	Dettes fournisseurs	122 609		122 609	177 674
	Dettes fiscales et sociales	35 431		35 431	44 878
	Dettes sur immobilisations	307 644		307 644	42 926
	Autres dettes	23 059		23 059	36 602
	Produits constatés d'avance	63 327		63 327	20 850
TOTAL DETTES ③		1 859 995		1 859 995	1 202 886
TOTAL PASSIF GENERAL		6 559 663	272 625	6 287 038	5 341 470

① Détail dans l'Annexe

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques : 0 €

③ Dont à plus d'un an : 1 161 391 €, dont à moins d'un an : 698 604 €

OUEST CONSEILS VANNESSAS Cabinet COLIN HENRIO
36A Boulevard de la Résistance
CS 92092

560003 VANNES CEDEX

Siret : 876 680 166 00041

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (En Euros)	Ex 2023/24	Ex 2022/23
Vente de prestations de services aux familles	1 386 326	1 212 638
Concours Publics	1 057 596	997 010
Ventes de produits et marchandises	42 603	41 957
Produits des activités annexes	198 117	187 889
Subventions d'exploitation	73 413	52 814
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22 797	16 502
Autres produits de gestion courante	15 911	33 148
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION [1]	2 796 763	2 541 957
Achats de marchandises	19 379	21 406
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	857 314	729 153
Variation de stocks		
Autres charges externes	570 810	525 600
Impôts, taxes et versements assimilés	53 208	46 928
Salaires et traitements	671 223	634 132
Charges sociales	243 840	247 117
Dotations aux amortissements des immobilisations	318 222	278 394
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	8 182	4 218
Dotations aux provisions	7 995	20 278
Autres charges de gestion courante	38 540	52 396
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION [2]	2 788 713	2 559 622
RESULTAT D'EXPLOITATION [1-2]	8 050	-17 665
Remboursement des frais sur opérations faites en commun [3]	19 315	10 869
Quote-part des frais sur opérations faites en commun [4]		
Produits financiers		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 368	15 932
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 076	
Différences positives de change	1	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS [5]	21 444	15 932
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 157
Intérêts et charges assimilés	11 422	4 993
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES [6]	11 422	6 150
RESULTAT FINANCIER [5-6]	10 022	9 782
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS [1+2+3+4+5+6]	37 388	2 985

COMPTE DE RESULTAT (En Euros)	Ex 2023/24	Ex 2022/23
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	184 796	5 403
Sur opérations en capital	73 296	55 920
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS [7]	258 092	61 323
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 959	9 368
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES [8]	11 959	9 368
RESULTAT EXCEPTIONNEL [7-8]	246 133	51 956
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives [9]	3 303	1 291
TOTAL DES PRODUITS [1+3+5+7]	3 095 614	2 630 081
TOTAL DES CHARGES [2+4+6+8+9]	2 815 396	2 576 431
EXCEDENT OU DEFICIT	280 218	53 650

OUEST CONSEILS VANNES
 SAS Cabinet COLIN HENRIO
 36A Boulevard de la Résistance
 CS 92092
 560003 VANNES CEDEX
 Siret : 876 680 166 00041

L'ANNEXE

L'ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

INFORMATIONS GENERALES

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Un Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) est une association loi 1901 dont l'objet social est la gestion d'un établissement scolaire privé. L'OGEC est doté de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

Le Collège Sacré Cœur est un établissement exerçant sous tutelle diocésaine et sous contrat d'association avec l'État dans le cadre la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Collège
- Restauration

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les événements suivants ont eu une incidence significative sur les activités de l'Ogec et les comptes :

- Néant

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

Évènements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration mais qui n'ont pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture :

- Néant

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**DUREE ET DATE DE L'EXERCICE COMPTABLE**

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

L'exercice N-1 a une durée de 12 mois.

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif). La nomenclature comptable est celle recommandée par la FNOGEC (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement Catholique).

DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

- Néant

CHANGEMENTS COMPTABLES

Changements de méthode comptable, changements de réglementation :

- Néant

Changements d'estimation, changements de modalités d'application :

- Néant

Corrections d'erreurs :

- Néant

NOTES SUR LE BILAN

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la Direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Tableau des mouvements des immobilisations : du 01/09/2023 au 31/08/2024

IMMOBILISATIONS		Valeur brute ouverture exerc.	Augmen- tations	Dimi- nutions	Virements de poste à poste	Valeur brute clôture exerc.
Incor	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations corporelles	24 467				24 467
	TOTAL I	24 467				24 467
Corporelles	Terrains					
	Constructions et IAA					
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	4 904 491	209 975	23 579	416 282	5 507 169
	Installations techniques, matériels et outillages	1 212 908	107 068	16 242	8 978	1 312 712
	Inst.générales, agencts, aménag.divers	1 035 317	87 280	78 252		1 044 346
	Autres immos. Corporelles					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau & informatique	47 808				47 808
	Mobilier					
	Diverses					
PU	Immobilisations corporelles en cours	572 450	1 062 635		-416 282	1 218 803
	Avances et acomptes	53 212			-8 978	44 234
	TOTAL II	7 826 186	1 466 957	118 072		9 175 071
	Immobilisations grevées de droit					
	TOTAL III	7 826 186	1 466 957	118 072		9 175 071
Financières	Participations	96 500				96 500
	Créances rattachées à des participations					
	Titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	321				321
	TOTAL IV	96 821				96 821
TOTAL GENERAL		7 947 474	1 466 957	118 072		9 296 360

Les constructions en cours au 31/08/2024 se chiffrent à 1 218 803 €.

Les engagements restants se chiffrent à 661 072 €.

Les financements externes à venir sont les suivants :

- Subventions (LF 2024) : 134 949 €
- Emprunts : 0 €

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Seules les constructions font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques scellées	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement lourd de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Mobilier cantine et hébergement	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel pédagogique (hors informatique)	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel de bureau (hors informatique)	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Équipements pédagogiques lourds (par la taxe d'apprentissage)	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	1 à 3 ans	33,33 à 100 %
Matériel de reprographie	1 à 3 ans	33,33 à 100 %
Logiciels	1 an	100 %

Tableau des mouvements des amortissements : du 01/09/2023 au 31/08/2024

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur ouverture exerc.	Dotations	Amortiss. Sortis	Virements de poste à poste	Valeur clôture exerc.
Incor.	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations corporelles	24 467				24 467
	TOTAL I	24 467				24 467
Corporelles.	Terrains et aménagements					
	Constructions et IAAA					
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	3 226 472	217 579	23 579		3 420 473
	Installations techniques, matériels et outillages	1 101 361	50 024	16 242		1 135 143
	Inst.générales, agencés, aménag.divers	770 665	49 331	78 252		741 744
	Autres immos. Corporelles					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau & informatique	44 021	1 288			45 309
	Mobilier					
	Diverses					
TOTAL II		5 142 519	318 222	118 072		5 342 668
TOTAL GENERAL		5 166 986	318 222	118 072		5 367 136

DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIFS CIRCULANTS

Tableau des mouvements des dépréciations : du 01/09/2023 au 31/08/2024

OBJET DES DEPRECIATIONS		Valeur ouverture exerc.	Augmen- tations	Dimi- nutions	Valeur clôture exerc.
Dépréciations	Stocks et en-cours				
	Comptes usagers (familles, élèves)	30 941	8 182	9 114	30 009
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement	1 591		1 076	516
	TOTAL	32 533	8 182	10 190	30 524
Dotations et reprises	D'exploitation		8 182	9 114	
	Financières			1 076	
	Exceptionnelles				

ÉTAT DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Ventilation des créances au 31/08/2024

ETAT DES CREANCES		Valeur brute	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	96 500		96 500
	Prêts			
	Autres créances	321		321
	TOTAL I	96 821		96 821
Actif circulant	Fournisseurs, avances et acomptes	22 228	22 228	
	Créances sur usagers	43 755	43 755	
	Personnel et comptes rattachés	2 605	2 605	
	État et autres collectivités publiques	49 193	49 193	
	Fédérations, associations et apparentées			
	Charges constatées d'avance	121 659	121 659	
	Autres créances	146 285	146 285	
	TOTAL II	385 725	385 725	
TOTAL GENERAL		482 546	385 725	96 821

ÉVALUATION DES PLACEMENTS

État au 31/08/2024

NATURE	Valeur brute	Valeur de marché	Plus-Value	Moins-Value
SICAV et FCP				
Bons de caisse et dépôts à terme	200 000	200 000		
Obligations	50 143	49 628		516
Autres valeurs mobilières				
TOTAL GENERAL	250 143	249 628		516

FONDS PROPRES

Les subventions d'investissement sont dorénavant inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement des biens financés. L'amortissement constaté est de 73 296 € pour cet exercice.

Tableau des mouvements des Fonds propres : du 01/09/2023 au 31/08/2024

FONDS PROPRES		Valeur ouverture exerc.	Augmen- tations	Dimi- nutions	Virements de poste à poste	Valeur clôture exerc.
Fonds propres	Valeur du patrimoine intégré	2 271 416				2 271 416
	Fonds statutaires					
	Apports sans droit de reprise					
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
	Ecarts de réévaluation					
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables					
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE (1)	2 271 416				2 271 416
	Réserves statutaires					
	Réserves pour investissements	977 290				977 290
	Réserves de trésorerie	486 602				486 602
Autres fonds propres	Autres réserves					
	TOTAL RESERVES (2)	1 463 892				1 463 892
	Report à nouveau (3)	-278 216			53 650	-224 566
	Résultat (4)	53 650	280 218		-53 650	280 218
	TOTAL FONDS PROPRES (I) = 1+2+3+4	3 510 742	280 218			3 790 960
	Apports avec droit de reprise					
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables					
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE (5)					
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	4 571				4 571
	Subventions d'équipement	749 261	79 102			828 363
	Amortissement taxe d'apprentissage affectée à l'équipement	-4 571				-4 571
	Amortissement subventions d'équipement	-194 758	-73 296			-268 054
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES (6)	554 503	5 806			560 309
	TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) = 5+6	554 503	5 806			560 309
TOTAL FONDS PROPRES (I+II)		4 065 245	286 024			4 351 269

PROVISIONS

Pour risques :

- Sans objet

Pour Pensions et obligations similaires :

- La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3,61% et d'un taux de GVT de 4%. En application de la convention collective EPNL l'indemnité est calculée en référence à la section 9, article 6.3. Pour l'exercice clos le 31/08/2024, elle est évaluée à 75 774 €.

Pour gros entretien :

- Sans objet

Pour charges :

- Sans objet

Tableau des mouvements des Provisions : du 01/09/2023 au 31/08/2024

OBJET DES PROVISIONS		Valeur ouverture exerc.	Augmen- tations	Démi- nutions	Valeur clôture exerc.
Provisions	Risques				
	Pensions et obligations similaires	73 340	7 995	5 561	75 774
	Gros entretien				
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL	73 340	7 995	5 561	75 774
Dotations et reprises	D'exploitation		7 995	5 561	
	Financières				
	Exceptionnelles				

ÉTAT DES DETTES ET ASSIMILÉES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Ventilation des dettes au 31/08/2024

ETAT DES DETTES	Valeur brute	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ①	1 274 529	113 138	1 161 391
Avances et acomptes reçus des usagers	33 396	33 396	
Dettes fournisseurs	120 321	120 321	
Dettes fiscales et sociales	34 993	34 993	
Dettes sur immobilisations	309 932	309 932	
Autres dettes	23 498	23 498	
Produits constatés d'avance	63 327	63 327	
TOTAL GENERAL	1 859 995	698 604	1 161 391

① Emprunts souscrits en cours d'exercice :

511 013 €

Emprunts remboursés en cours d'exercice :

85 909 €

AUTRES PASSIFS

- Néant

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**EFFECTIF SALARIES ET ENSEIGNANTS**

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé. L'association n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

Les enseignants sont, sauf cas spécifiques, contractuels d'État et rémunérés directement par lui.

Ventilation des effectifs en ETP : du 01/09/2023 au 31/08/2024

CATEGORIES	Ex 2023/24	Ex 2022/23	Ex 2021/22
Salariés	22	21	23
Enseignants	59	62	63
TOTAL GENERAL	81	83	86

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Établissement, le Président et le Trésorier. Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ventilation des honoraires : du 01/09/2023 au 31/08/2024

TYPE DE PRESTATION	Valeur TTC
Certification des comptes	4 705
TOTAL GENERAL	4 705

RESULTAT EXCEPTIONNEL ET TRANSFERT DE CHARGES

Exercice du : 01/09/2023 au 31/08/2024

PRODUITS EXCEPTIONNELS SIGNIFICATIFS

- Amortissement 2023/24 des subventions d'investissement : 73 296 €
- Aide CAFI2D travaux plonge/ligne de self : 124 839 €
- Aide CAFI2D solde aménagement couloirs RDC : 48 239 €
- Aide CAFI2D solde aménagement salles des profs/réunion/sanitaires : 7 857 €

CHARGES EXCEPTIONNELLES SIGNIFICATIVES

- Ecart sur provision CSE N-1 : 1 203 €
- Dommages intérêts litige personnel : 10 000 €

TRANSFERTS DE CHARGES SIGNIFICATIFS

- Remboursement assurances : 8 122 €

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'association OGEC DU COLLEGE LE SACRE CŒUR Vannes,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

▪ CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A VANNES, le 16 janvier 2025

**Cabinet COLIN HENRIO
Commissaire aux Comptes
Mickaël GOUVARY**

